

PRÉFECTURE DE L'ISÈRE

DIRECTION DES ACTIONS DE L'ETAT

ENVIRONNEMENT

GRENOBLE, LE

20 DEC. 2002

AFFAIRE SUIVIE PAR : S. BATONNAT
Tél. : 04.76.60.33.79

Dossier n° 28 008

ARRETE N° 2002- 13 675

LE PREFET DE L'ISERE,
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Officier de l'Ordre National du Mérite,

VU le Livre V, Titre 1^{er} du Code de l'Environnement ;

VU la loi n° 64-1245, du 16 décembre 1964, relative au régime et à la répartition des eaux et à la lutte contre leur pollution, modifiée ;

VU la loi n° 92-3, du 3 janvier 1992, dite « loi sur l'eau », modifiée ;

VU le décret n° 53.578 du 20 mai 1953, modifié ;

VU le décret n° 77.1133 du 21 septembre 1977, modifié ;

VU le dossier, présenté par la Société SITEL le 24 février 1999, complété les 20 juillet 2000 et 29 octobre 2001, en vue d'être autorisée à exercer (régularisation), dans son établissement situé Z.I. du Bourgamon à SAINT MARTIN D'HERES l'activité de laquage et revêtement métallique par pulvérisation ;

VU l'avis de l'Inspecteur des Installations Classées, en date du 28 janvier 2002 ;

VU l'arrêté d'ouverture d'enquête n°2002- 05645, du 22 mai 2002 ;

VU le procès-verbal de l'enquête publique ouverte le 18 juin 2002 et close le 18 juillet 2002, en mairie de SAINT MARTIN D'HERES ; le registre d'enquête ne contenant aucune observation et les certificats d'affichage et avis de publication ;

VU l'avis favorable, en date du 22 juillet 2002, de M. MONEGER, désigné en qualité de Commissaire-Enquêteur ;

VU les avis des Conseils Municipaux de :

-SAINT MARTIN D'HERES, en date du 27 juin 2002 ;

-GRENOBLE, en date du 11 juillet 2002 ;

-EYBENS, en date du 4 juillet 2002 ;

-POISAT, en date du 8 juillet 2002 ;

VU l'avis du Directeur Départemental de l'Equipeement, en date du 10 juillet 2002 ;

VU l'avis du Directeur Départemental des affaires Sanitaires et Sociales, en date du 05 août 2002 ;

VU l'avis du Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours, en date du 25 juillet 2002 ;

VU l'avis du Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Pêche, en date du 16 juillet 2002 ;

VU l'avis du Chef de la Mission Interservices de l'Eau, en date du 16 juillet 2002 ;

VU le rapport de l'Inspecteur des Installations Classées, en date du 9 octobre 2002 ;

VU la lettre, en date du 18 octobre 2002 invitant le demandeur à se faire entendre par le Conseil Départemental d'Hygiène et lui communiquant les propositions de l'Inspecteur des Installations Classées ;

VU l'avis du Conseil Départemental d'Hygiène, en date du 7 novembre 2002 ;

VU la lettre, en date du 20 novembre 2002 communiquant au demandeur le projet d'arrêté statuant sur sa demande ;

VU l'absence de réponse du pétitionnaire ;

CONSIDERANT que l'établissement concerné est soumis à autorisation pour l'activité visée sous le n°2567 et à déclaration pour Les activités visées sous les n° 2575, 2940-3 et 2920-2b de la nomenclature des installations classées ;

CONSIDERANT que le projet est compatible avec le Plan Local d'Urbanisme de la commune ;

CONSIDERANT les garanties techniques et financières présentées par le demandeur ;

CONSIDERANT les mesures prises pour limiter les nuisances sonores (isolation acoustique de la cabine de sablage) ;

CONSIDERANT les mesures prévues pour limiter les rejets atmosphériques (filtration des poussières par systèmes à manche dans la zone grenailage, systèmes d'épuration pour la cabine de métallisation, priorité donnée aux peintures poudres plutôt qu'aux peintures liquides afin d'éviter l'émission de COV) ;

CONSIDERANT les modalités de gestion des déchets ;

CONSIDERANT les mesures de prévention du risque incendie et explosion ;

CONSIDERANT que le dossier de demande d'autorisation présenté par la Société et les prescriptions techniques ci-jointes sont de nature à garantir les intérêts visés à l'article L. 511-1 du Code de l'Environnement ;

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture de l'Isère ;

A R R E T E

ARTICLE 1er –La Société SITEL est autorisée à exercer, dans son établissement situé ZI du Bourgamon – 38400 SAINT MARTIN D'HERES, l'activité de revêtement métallique d'un matériau quelconque par pulvérisation de métal fondu.

Cette société exerce diverses activités classées soumises à autorisation ou à déclaration énoncées dans la liste ci-après :

- revêtement métallique d'un matériau par pulvérisation de métal fondu(objet de la présente régularisation), **autorisation - rubrique 2567 ;**
- emploi de matières abrasives (P = 83 KW), **déclaration – rubrique 2575 ;**
- application de peintures poudre (Q = 190 KG/j), **déclaration – rubrique 2940-3 ;**
- compression d'air (P = 55KW), **déclaration – rubrique 2920-2b ;**

ARTICLE 2 La présente autorisation est accordée dans les conditions du dossier de demande d'autorisation déposé, sous réserve du strict respect des prescriptions particulières ci-annexées.

ARTICLE 3 - L'exploitant devra, en outre, se conformer strictement aux dispositions édictées par le Code du travail et les textes pris pour son application dans l'intérêt de l'hygiène et de la sécurité des travailleurs.

ARTICLE 4 - l'autorisation est accordée sous réserve des droits des tiers.

ARTICLE 5 - L'installation devra être mise en service dans le délai de trois années à partir de la notification de la présente décision. Dans le cas contraire, le permissionnaire en avisera le Préfet, par lettre recommandée, en indiquant, le cas échéant, les raisons de force majeure qui seraient de nature à expliquer ce retard. Il en sera de même s'il veut reprendre son exploitation après une interruption de deux années consécutives.

ARTICLE 6 - Conformément aux dispositions de l'article 18 du décret du 21 septembre 1977 susvisé, des prescriptions additionnelles pourront être prescrites par arrêtés complémentaires pris sur proposition de l'Inspection des Installations Classées et après avis du Conseil Départemental d'Hygiène.

ARTICLE 7 - La présente autorisation ne dispense pas le bénéficiaire de satisfaire, le cas échéant, aux prescriptions de la réglementation en vigueur en matière de voirie et de permis de construire.

ARTICLE 8 - L'exploitant devra déclarer dans les meilleurs délais à l'inspecteur des installations classées, les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui seraient de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L 511-1 du Code de l'Environnement. En cas d'accident, il sera tenu de lui remettre un rapport répondant aux exigences de l'article 38 du décret n° 77.1133 susvisé.

ARTICLE 9 - Conformément aux dispositions de l'article 20 du décret du 21 septembre 1977 susvisé, tout exercice d'une activité nouvelle classée, toute transformation, toute extension de l'exploitation, de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation devra, avant sa réalisation, être porté à la connaissance du Préfet avec tous ses éléments d'appréciation.

Tout transfert sur un autre emplacement, d'une installation soumise à autorisation, devra faire l'objet d'une nouvelle demande d'autorisation au Préfet.

ARTICLE 10 - En cas d'arrêt définitif de l'installation, l'exploitant est tenu de notifier au Préfet la date de cet arrêt au moins un mois avant cette dernière, en joignant un dossier comprenant le plan à jour des terrains d'emprise de l'installation ainsi qu'un mémoire sur l'état du site précisant les mesures prises ou prévues pour assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511.1 du Code de l'Environnement, conformément à l'article 34.1 du décret n° 77.1133 du 21 septembre 1977 susvisé.

ARTICLE 11 - Un extrait du présent arrêté sera tenu à la disposition de tout intéressé et sera affiché à la porte de la mairie pendant une durée minimum d'un mois.

Le même extrait sera affiché, en permanence, de façon visible, dans l'installation, par les soins du bénéficiaire de l'autorisation.

Un avis sera inséré, par les soins du Préfet de l'Isère et aux frais de l'exploitant, dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans tout le département.

ARTICLE 12 - Le présent arrêté peut être déféré devant le Tribunal Administratif de GRENOBLE :

- par l'exploitant ou le demandeur, dans un délai de deux mois à compter de sa notification,
- par les tiers, dans un délai de quatre ans à compter de sa publication ou de son affichage, ce délai étant, le cas échéant, prolongé jusqu'à la fin d'une période de deux années suivant la mise en activité de l'installation.

ARTICLE 13 - Le présent arrêté doit être conservé et présenté à toute réquisition.

ARTICLE 14 - Le Secrétaire Général de la Préfecture de l'Isère, le Maire de SAINT MARTIN D'HERES, et l'Inspecteur des Installations Classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la Société SITEL .

FAIT à GRENOBLE, le 20 DECEMBRE 2002

POUR AMPLIATION
Le Chef de Bureau,


Fabienne GUITARD

POUR LE PREFET
ET PAR DELEGATION
Le Secrétaire Général

Signé Dominique BLAIS

VU pour être annexé à mon arrêté
en date de ce jour.

GRENOBLE, le

Pour le Préfet
Le Chef de Bureau délégué,



Prescriptions Applicables

à la société SITEL

ZI du Bourgamon – 38400 SAINT MARTIN D'HERES

ARTICLE PREMIER

DISPOSITIONS ADMINISTRATIVES

- 1.1 - La SARL SITEL est autorisée à exploiter, ZI du Bourgamon, sur le territoire de la commune de ST MARTIN D'HERES, dans l'enceinte de son établissement, les installations du tableau de l'annexe 1 du présent arrêté.
- 1.2 - Le présent arrêté vaut récépissé de déclaration pour les installations classées soumises à déclaration, citées au paragraphe 1.1 ci-dessus.
- 1.3 - L'autorisation est accordée aux conditions du dossier de la demande et sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté.
- 1.4 - Toute modification envisagée par l'exploitant aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, de nature à entraîner un changement notable des éléments des dossiers de demande d'autorisation, sera portée, avant sa réalisation, à la connaissance du Préfet de l'Isère avec tous les éléments d'appréciation.
- 1.5 - L'exploitant est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées, les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de ces installations, qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L511-1 du code de l'environnement.
- 1.6 - L'arrêt définitif de tout ou partie des installations susvisées fait l'objet d'une notification au Préfet de l'Isère dans les délais et les modalités fixées par l'article 34.1 du décret 77.1133 du 21 septembre 1977.

ARTICLE DEUX

LES PRESCRIPTIONS DU PRÉSENT ARTICLE SONT APPLICABLES A L'ENSEMBLE DE L'ÉTABLISSEMENT

2.1 - GÉNÉRALITÉS

2.1.1 - Contrôles et analyses

Les contrôles prévus par le présent arrêté sont réalisés en période de fonctionnement normal des installations et dans des conditions représentatives. L'ensemble des appareils et dispositifs de mesure concourant à ces contrôles sont maintenus en état de bon fonctionnement. Les résultats de ces contrôles et analyses sont tenus à la disposition de l'inspecteur des installations classées, sauf dispositions contraires explicitées dans le présent arrêté et ses annexes.

Les méthodes de prélèvements, mesures et analyses de référence sont celles fixées par les textes d'application pris au titre de la loi sur les installations classées pour la protection de l'environnement. En l'absence de méthode de référence, la procédure retenue doit permettre une représentation statistique de l'évolution du paramètre.

Outre ces contrôles, l'inspecteur des installations classées peut demander en cas de besoin, que des contrôles spécifiques, des prélèvements et des analyses soient effectués par un organisme dont le choix sera soumis à son approbation s'il n'est pas agréé à cet effet, dans le but de vérifier le respect des prescriptions d'un texte réglementaire, pris au titre de la législation sur les installations classées.

Les frais occasionnés par les contrôles visés aux deux alinéas précédents sont à la charge de l'exploitant.

2.1.2 - Documents

Tous les documents nécessaires à la vérification des prescriptions du présent arrêté sont tenus à la disposition de l'inspecteur des installations classées, à l'exception de ceux dont la communication est expressément demandée par le présent arrêté.

2.1.3 - Intégration dans le paysage

L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'installation dans le paysage. L'ensemble des installations, y compris les abords placés sous son contrôle et les émissaires de rejet, est maintenu propre et entretenu en permanence.

2.1.4 - Utilités

L'établissement dispose de réserves suffisantes de produits ou matières consommables utilisés de manière courant ou occasionnelle pour assurer la protection de l'environnement, tels que manches de filtres, produits de neutralisation, liquides inhibiteurs, produits absorbants...

Il s'assure également de la disponibilité des utilités (énergie, fluides) qui concourent au fonctionnement et à la mise en sécurité des installations et au traitement des pollutions accidentelles.

2.3 - AIR

2.3.1 - Captage et épuration des rejets

2.3.1.1 - Les installations susceptibles de dégager des fumées, gaz, poussières ou odeurs doivent être munies de dispositifs permettant de collecter et canaliser autant que possible les émissions. Les dispositifs, après épuration des gaz collectés en tant que de besoin, sont munis d'orifices obturables et accessibles aux fins d'analyses.

2.3.1.2 – Le débouché des cheminées doit être éloigné au maximum des habitations et ne pas comporter d'obstacles à la diffusion des gaz (chapeaux chinois, ...).

2.3.2 - Qualité des rejets

Les valeurs limites des rejets à l'atmosphère sont fixées dans le tableau ci-dessous

Installation Rejet	Paramètres	Valeurs limites calculées sur gaz sec	
		Concentration en mg/Nm ³	Flux en kg/h
Métallisation	Poussières	40	0,070
Sablage	Poussières	40	0,070
Peinture poudre	COV		Néant
	Poussières	40	0,80

2.3.3 – Envois des poussières

Les voies de circulation seront entretenues et arrosées en saison sèche en tant que de besoin.

2.4 - EAUX

2.4.1 - Prélèvement d'eau

Les prélèvements d'eau dans le milieu naturel sont interdits.

Le raccordement au réseau public de distribution d'eau potable doit être muni d'un dispositif de disconnexion.

2.4.2 – Consommation

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation des installations pour limiter les flux d'eau.

La réfrigération en circuit ouvert est interdite.

2.4.3 – Différents types d'effluents liquides

2.4.3.1 - Les eaux vannes

Les eaux vannes des sanitaires et des lavabos seront traitées en conformité avec les règles sanitaires en vigueur. Elles seront raccordées au réseau d'eaux usées de la commune de St Martin d'Hères. Une convention devra être signée avec le gestionnaire du réseau.

2.4.3.2 - Les eaux pluviales

Les eaux pluviales seront rejetées dans le réseau eaux pluviales de la commune de St Martin d'Hères.

2.4.3.3 - Les eaux résiduaires industrielles

L'établissement n'aura aucun rejet d'eaux résiduaires industrielles.

2.4.4 - Prévention des pollutions accidentelles

2.4.4.1 – Dispositions générales

Des dispositions doivent être prises pour qu'il ne puisse pas y avoir en cas d'accident déversement de matières dangereuses dans les égouts publics ou le milieu naturel. La capacité de rétention des eaux d'extinction d'incendie sera de 70 m³ minimum.

2.4.4.2 – Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir,
- 50 % de la capacité totale des réservoirs associés.

Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :

- dans le cas de liquides inflammables, à l'exception des lubrifiants, 50 % de la capacité totale des fûts,
- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts,
- dans tous les cas, 800 litres minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-là est inférieure à 800 litres.

2.4.4.3 – Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne doivent pas être associés à une même rétention.

2.4.4.4 - En cas de pollution accidentelle, l'exploitant doit être en mesure de fournir les renseignements dont il dispose, permettant de déterminer les mesures de sauvegarde à prendre pour ce qui concerne les personnes, la faune et la flore ainsi que les ouvrages exposés à cette pollution.

2.5 - DÉCHETS

2.5.1 - Dispositions générales

2.5.1.1 – L'élimination des déchets industriels spéciaux devra respecter les orientations définies dans le plan régional de valorisation et d'élimination des déchets industriels spéciaux (PREDIRA) approuvé par arrêté préfectoral du 28 août 1994.

L'élimination des déchets industriels banals devra respecter les orientations définies dans le plan départemental d'élimination des déchets ménagers et assimilés approuvé par arrêté préfectoral n° 96.6921 du 16 octobre 1996.

2.5.1.2 – L'exploitant organisera, par une procédure écrite, la collecte et l'élimination des différents déchets générés par l'établissement. Cette procédure, régulièrement mise à jour, sera tenue à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

2.5.2 – Récupération – Recyclage

Toutes dispositions doivent être prises pour limiter les quantités de déchets produits, notamment en effectuant toutes les opérations de valorisation possibles. Les diverses catégories de déchets doivent être collectées séparément puis valorisées ou éliminées dans des installations appropriées.

2.5.3 – Stockage des déchets

2.5.3.1 – La durée maximale de stockage des déchets ne devra pas excéder 3 mois hormis pour les déchets générés en faible quantité (< 5 t/an) ou pour des déchets faisant l'objet de campagnes d'élimination spécifiques.

2.5.3.2 – Les déchets produits par l'installation doivent être stockés dans des conditions prévenant les risques de pollution (prévention des envols, des infiltrations dans le sol, des odeurs).

2.5.4 – Déchets banals

Les déchets banals (bois, papier, verre, textile, plastique, caoutchouc, etc.) et non souillés par des produits toxiques ou polluants peuvent être récupérés, valorisés ou éliminés dans les mêmes conditions que les ordures ménagères.

Les seuls modes d'élimination autorisés pour les déchets d'emballage sont la valorisation par réemploi, recyclage ou toute autre action visant à obtenir des matériaux utilisables ou de l'énergie. Cette disposition n'est pas applicable aux détenteurs de déchets d'emballage qui en produisent un volume hebdomadaire inférieur à 1100 litres et qui les remettent au service de collecte et de traitement des communes (décret n° 94.609 du 13 juillet 1994).

2.5.5 – Déchets industriels spéciaux

2.5.5.1 – Les déchets industriels spéciaux dont la nature physico-chimique peut être source d'atteintes particulières pour l'environnement devront faire l'objet de traitements spécifiques garantissant de tout risque de pollution sur le milieu récepteur. Les filières de traitement adoptées devront respecter le principe de non-dilution.

2.5.5.2 – Pour chaque enlèvement les renseignements minimaux suivants seront consignés sur un document de forme adaptée (registre, fiche d'enlèvement, ...) et conservés par l'exploitant :

- code du déchet selon la nomenclature,
- dénomination du déchet,
- quantité enlevée,
- date d'enlèvement,
- nom de la société de ramassage et numéro d'immatriculation du véhicule utilisé,
- destination du déchet (éliminateur),
- nature de l'élimination effectuée.

2.5.5.3 – L'ensemble de ces renseignements est tenu à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

2.5.5.4 - La production de déchets dans l'établissement, leur valorisation, leur élimination (y compris interne à l'établissement), feront l'objet d'une déclaration dans les formes définies en annexe 2, afin d'assurer le contrôle des circuits d'élimination des déchets générateurs de nuisances.

Cette déclaration pourra se faire sous forme de synthèse annuelle.

2.5.6 – Brûlage

Le brûlage des déchets à l'air libre est interdit.

2.6- SÉCURITÉ

2.6.1 - Dispositions générales

2.6.1.1 – L'établissement sera efficacement clôturé sur sa périphérie.

La clôture sera facilement accessible à l'intérieur de l'établissement de façon à contrôler son intégrité.

2.6.1.2 – Accès, voies et aires de circulation

Les bâtiments seront accessibles facilement par les services de secours. Les aires de circulation seront aménagées pour que les engins des services incendie puissent évoluer sans difficulté.

2.6.2 - Conception et aménagement des bâtiments et installations

2.6.2.1 – Conception des bâtiments et locaux

Les bâtiments et locaux seront conçus et aménagés de façon à s'opposer efficacement à la propagation d'un incendie.

A l'intérieur des ateliers, les allées de circulation seront aménagées et maintenues constamment dégagées pour faciliter la circulation et l'évacuation des personnels ainsi que l'intervention des secours en cas de sinistre.

2.6.2.2 – Conception des installations

Dès la conception des installations, l'exploitant privilégiera les solutions techniques intrinsèquement les plus sûres.

2.6.2.3 - Alimentation électrique

L'installation électrique et le matériel électrique utilisés sont appropriés aux risques inhérents aux activités exercées.

Toute installation ou appareillage conditionnant la sécurité devra pouvoir être maintenu en service ou mis en position de sécurité en cas de défaillance de l'alimentation électrique normale.

2.6.2.4 – Protection contre l'électricité statique et les courants de circulation

Toutes précautions seront prises pour limiter l'apparition de charges électrostatiques et assurer leur évacuation en toute sécurité ainsi que pour protéger les installations des effets des courants de circulation.

2.6.2.5 – Protection contre la foudre

Les dispositions prévues par l'arrêté ministériel du 28 janvier 1993 relatif à la protection contre la foudre de certaines installations classées sont applicables.

2.6.3 – Moyens de secours et d'intervention

2.6.3.1 – Consignes générales de sécurité

Des consignes écrites seront établies pour la mise en œuvre des moyens d'intervention, d'évacuation du personnel et d'appel aux moyens de secours extérieurs. *affichage bureau*

L'exploitant prendra contact avec le bureau prévention du SDIS afin de leur remettre tous les documents prévus dans leur avis du 25/07/2002.

2.6.3.2 – Matériel de lutte contre l'incendie

L'établissement doit disposer de moyens internes de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et au moins :

- d'extincteurs à eau pulvérisée (ou équivalent) permettant d'assurer une capacité d'extinction égale ou supérieure à celle d'un appareil de type 21 A pour 250 m² de superficie à protéger (minimum de deux appareils par atelier, magasin, entrepôt, ...) ;
- d'extincteurs à poudre (ou équivalent) type 55b près des installations de liquides et gaz inflammables. Les extincteurs sont placés en des endroits signalés et rapidement accessibles en toutes circonstances ;
- d'extincteurs à anhydride carbonique (ou équivalent) près des tableaux et machines électriques.

Ces matériels doivent être maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an. Les rapports techniques seront tenus à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

2.6.3.3 – Ressources en eau

L'établissement dispose en toute circonstance de ressources en eaux suffisantes pour assurer l'alimentation du réseau d'eau d'incendie. Celui-ci ne devra en aucun cas être inférieur à 100 m³/h pendant deux heures.

2.6.3.4 – Toutes dispositions seront prises pour récupérer les eaux d'extinction d'un incendie et éviter leur déversement à l'extérieur de l'établissement.

ARTICLE TROIS

PRESCRIPTIONS PARTICULIÈRES APPLICABLES À CERTAINES INSTALLATIONS

3.1 – ATELIER DE MÉTALLISATION

3.1.1 – L'installation électrique sera entretenue en bon état. Elle sera périodiquement contrôlée par un technicien compétent.

Les rapports de contrôle seront tenus à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

L'équipement électrique des installations pouvant présenter un risque d'explosion doit être conforme à l'arrêté ministériel du 31/03/80 portant réglementation des installations électriques des établissements réglementés au titre de la législation sur les installations classées susceptibles de présenter des risques d'explosion (JO NC du 30/04/80).

3.1.2 - L'application par pulvérisation du métal fondu sera effectuée dans un local dont les éléments de construction présenteront les caractéristiques de réaction et de résistance au feu suivantes :

- parois coupe-feu de degré 2 heures,
- couverture incombustible ou plancher haut coupe-feu de degré 1 heure,
- porte pare flammes de degré une demi-heure.

Le local sera convenablement clos sur l'extérieur et non surmonté d'étage habité.

3.1.3 - Une ventilation mécanique suffisante évitera que des poussières se répandent dans l'atelier ; l'air de l'atelier sera aspiré par un ventilateur et ne pourra être rejeté à l'extérieur qu'après avoir été débarrassé des poussières au moyen d'un dispositif filtrant efficace.

3.1.4 - Des bouteilles de gaz combustibles (acétylène dissous, propane, etc), alimentant les chalumeaux de pulvérisation, seront placées à plus de quatre mètres de ces derniers et de façon à n'être pas facilement renversées.

3.2 - EMPLOI DE MATIÈRES ABRASIVES

3.2.1 – L'installation ne doit pas être surmontée de locaux occupés par des tiers ou à usage d'habitation.

3.2.2 - Les locaux doivent être équipés en partie haute de dispositifs permettant l'évacuation des fumées et gaz de combustion dégagés en cas d'incendie (lanterneaux et toiture, ouvrants en façade ou tout autre dispositif équivalent). Les commandes d'ouverture manuelle sont placées à proximité des accès. Le dispositif de désenfumage est adapté aux risques particuliers de l'installation.

3.2.3 - Sans préjudice des dispositions du code du travail, les locaux sont convenablement ventilés pour éviter tout risque d'atmosphère explosible. Le débouché à l'atmosphère de la ventilation est placé aussi loin que possible des habitations voisines.

3.2.4 - Les installations électriques doivent être réalisées conformément au décret n° 88-1056 du 14 novembre 1988 relatif à la réglementation du travail.

Les équipements métalliques (réservoirs, cuves, canalisations) doivent être mis à la terre conformément aux règlements et aux normes applicables, compte tenu notamment de la nature explosive ou inflammable des produits.

3.3 – APPLICATION, CUISSON, SECHAGE DE PEINTURE

3.3.1 - Comportement au feu des bâtiments

Les locaux abritant l'installation présentent les caractéristiques de réaction et de résistance au feu minimales suivantes :

- murs et planchers haut coupe-feu de degré 2 heures ou à défaut un système automatique de détection et d'extinction d'incendie ;
- couverture incombustible ;
- portes intérieures coupe-feu de degré une demi-heure et munies d'un ferme porte ou d'un dispositif assurant leur fermeture automatique ;
- porte donnant vers l'extérieur pare flamme de degré une demi-heure ;
- matériaux de classe MO (incombustibles).

Les locaux sont équipés en partie haute de dispositifs permettant l'évacuation des fumées et gaz de combustion dégagés en cas d'incendie (lanterneaux et toiture, ouvrants en façade ou tout autre dispositif équivalent). Les commandes d'ouverture manuelle sont placées à proximité des accès. Le dispositif de désenfumage est adapté aux risques particuliers de l'installation.

3.3.2 - Equipements

3.3.2.1 – L'éclairage artificiel se fera par lampes extérieures sous verre, ou à l'intérieur, par lampes électriques à incandescence sous enveloppe protectrice en verre ou par tout autre procédé présentant des garanties équivalentes. Il est interdit d'utiliser des lampes suspendues à bout de fil conducteur et des lampes dites "baladeuses".

Les conducteurs seront établis suivant les normes en vigueur et de façon à éviter tout court-circuit. L'installation sera périodiquement examinée et maintenue en bon état.

Les commutateurs, les coupe-circuits, les fusibles, les moteurs, les rhéostats seront placés à l'extérieur à moins qu'ils ne soient d'un type non susceptible de donner lieu à des étincelles tel que "appareillage étanche aux gaz, appareillage à contacts baignant dans l'huile", etc. Dans ce cas, une justification que ces appareils ont été installés et maintenus conformément à tel type pourra être demandée par l'inspecteur à l'exploitant ; celui-ci devra faire établir cette attestation par la société qui lui fournit le courant ou par tout organisme officiellement qualifié.

L'équipement électrique des installations pouvant présenter un risque d'explosion doit être conforme à l'arrêté ministériel du 31 mars 1980 portant réglementation des installations électriques des établissements réglementés au titre de la législation sur les installations classées susceptibles de présenter des risques d'explosion (JO NC du 30 avril 1980).

3.3.3 – Connaissance des produits - Étiquetage

L'exploitant a à sa disposition des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux présents dans l'installation, en particulier les fiches de données de sécurité prévues par l'article R231-53 du code de travail.

Les fûts, réservoirs et autres emballages portent en caractères très lisibles le nom des produits et, s'il y a lieu, les symboles de danger conformément à la réglementation relative à l'étiquetage des substances et préparations chimiques dangereuses.

3.3.4 - Propreté

Les locaux sont maintenus propres et régulièrement nettoyés notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières. Le matériel de nettoyage est adapté aux risques présentés par les produits et poussières.

3.3.5 - Registre entrée/sortie

L'exploitant tient à jour un état indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus, auquel est annexé un plan général des stockages. Cet état est tenu à la disposition permanente de l'inspecteur des installations classées et des services d'incendie et de secours.

La présence dans les ateliers de matières dangereuses ou combustibles est limitée aux nécessités de l'exploitation. En particulier, la quantité maximale de peinture stockée sera celle correspondante à la consommation du jour.

3.3.6 – Captage, épuration et conditions des rejets à l'atmosphère

Les installations susceptibles de dégager des fumées, gaz, poussières ou odeurs sont munies de dispositifs permettant de collecter et canaliser autant que possible les émissions. Ces dispositifs, après épuration des gaz collectés en tant que de besoin, sont munis d'orifices obturables et accessibles aux fins d'analyse.

Le débouché des cheminées est éloigné au maximum des habitations et ne doit pas comporter d'obstacles à la bonne diffusion des gaz (chapeaux chinois, ...). La vitesse d'éjection des gaz garantit l'absence de nuisances pour les riverains.

3.3.7 – Élimination des produits dangereux en fin d'exploitation

En fin d'exploitation, tous les produits dangereux ainsi que tous les déchets sont valorisés ou évacués vers des installations dûment autorisées.

Nature des activités	N° de nomenclature	Classement
· Revêtement métallique d'un matériau par pulvérisation de métal fondu (zinc)	2567	A
· Emploi de matières abrasives (P = 83 kW)	2575	D
· Application, séchage, cuisson de peinture poudre (190 kg/j)	2940-3	D
· Compression d'air (P = 55 kW)	2920-2 b	D
· Emploi et stockage d'oxygène (384 kg)	1220	NC
· Dépôt de gaz combustibles liquéfiés (420 kg)	1412	NC
· Application peintures par pulvérisation	2940-2	NC

